

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 389

JEUDI 6 MAI 1954

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :
145, quai de Valmy, Paris (10°)

C.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n°s : 1.000 fr.
26 n°s : 500 fr.
AUTRES PAYS : 52 n°s : 1.250 fr.
26 n°s : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

A DIEN-BIEN-PHU

le peuple vietnamien

ÉCRASE LES FORCES DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Après la grève du 28 Avril

SUCCÈS en quelques points, notamment à Nantes, où fut conduite avec l'accord de toutes les centrales, la grève « générale » du 28 a été presque partout un échec.

Nous l'avions prévu, nous avions dit comment et pourquoi cette grève était mal engagée, sans souci des véritables volontés de la base, sans souci réel d'unité. Elle avait été préparée minutieusement mais artificiellement pour ne pas réussir : les conférences pour la grève, le délai trop long permettant au gouvernement et à F. O. de se préparer, le manque d'agitation à la base pour entraîner la classe ouvrière dans son ensemble, l'absence d'un programme suffisant et enfin la faiblesse dérisoire du moyen employé — vingt-quatre heures de grève — tout cela d'avance laissait prévoir l'échec.

F. O. a trahi honteusement, sauf en de rares points où des camarades minoritaires ont pu agir contre les ordres du bureau confédéral. Quant à la direction de la C.G.T., elle a obtenu exactement ce qu'elle voulait : une action qui la justifie aux yeux de ses syndiqués, qui lui permette de prouver qu'elle fait pour eux « quelque chose », mais en même temps une action qui ne puisse en aucun cas nuire à la politique d'apaisement des chefs du P.C.F. et du Kremlin, une action qui ne risque pas d'aller très loin, de déborder les cadres syndicaux et de poser le problème du régime.

Les chefs de la C.G.T. trouveront encore d'autres avantages à cette grève mal orientée et mal conduite. Ils en rejettent l'échec sur F. O. et ils diront aussi à leurs militants que malgré une préparation poussée, les travailleurs n'ont pas marché, que par conséquent l'apathie ouvrière justifie leur politique de prudence — de capitulation.

Ils ont déjà invoqué le manque de combativité des travailleurs pour justifier la limitation de la grève à vingt-quatre heures et l'attente prolongée de l'action.

Pourtant, ce n'est pas le manque de volonté de la classe ouvrière qui détermine la passivité des organisations syndicales, c'est au contraire la politique de recul, de collaboration de classe, de division des forces ouvrières en des grèves partielles ou limitées, politique menée par la direction de la C.G.T. aussi bien que par F. O. qui est la cause du découragement des travailleurs. Le mouvement du 28 avril est de ce point de vue très dangereux pour la combativité ouvrière.

Qu'on cesse de bernier les ouvriers, de les conduire à des actions sans perspectives et avec des armes dérisoires, qu'on leur propose un programme sérieux et un moyen d'action efficace et la grève générale sera un succès.

Le 28 avril, ce n'était pas la grève générale, c'était une parodie de grève générale. Notre position en sort confirmée :

- un programme clair et substantiel qui rassemble tous les travailleurs et qui vaille la peine de combattre;
- une grève générale jusqu'à sa-

tisfaction de l'essentiel des revendications;

— l'unité d'action grâce à ce programme commun et à un mot d'ordre commun de grève générale véritable, unité d'action à laquelle il faut contraindre les dirigeants des centrales et pour laquelle il faut prévoir la constitution des Comités de grève à tous les échelons unissant les syndicats de toutes tendances et les inorganisés.

Les travailleurs ne sont pas battus. C'est seulement une Centrale qui a subi un échec. Les travailleurs sont prêts à se battre si on leur en donne les moyens, pour des buts précis.

Notre plan de travail est clair : populariser le programme que nous proposons, renforcer la campagne pour une véritable grève générale jusqu'à satisfaction, lutter pour l'unité d'action.

Lire page 4 :

LE PROGRAMME OUVRIER
DE LA F.C.L.

La bourgeoisie en deuil

JOUHAUX EST MORT

PAIX à ses cendres, réclameront ses amis, tous les combinards du syndicalisme et de la politique, tous les assoiffés de place et d'honneur.

Jouhaux mort, nous ne penserons qu'une chose : **Il ne trahira plus.** Mais ceci ne justifie pas que nous devons nous taire. Ses amis, ses suiveurs, ses élèves, ses alliés ne vont pas pour cela cesser d'agir. Déjà, ils s'ingénient à récrire l'histoire à la manière de... c'est-à-dire qu'ils la falsifient à l'avantage de feu Jouhaux.

1914 n'a jamais existé. Le discours sur la tombe de Jaurès n'a jamais été prononcé... La collusion de la majorité du C.C. de la C.G.T. en 1914 avec Malvy, ministre de l'Intérieur, n'a pas été effective... Le carnet B qui prévoyait l'arrestation immédiate de tous les responsables de la C.G.T., aussi bien à Paris qu'en province, lors de la mobilisation générale, a fonctionné pour tous. La guerre de 1914 a eu lieu par la trahison des socialistes allemands, etc.

La grande presse a annoncé sa mort avec déférence. Toute la fine fleur du régime d'exploitation capitaliste, politiques et représentants du patronat, sont allés saluer sa dépouille.

Le pétainiste Coty était présent aux obsèques du « résistant » Jouhaux. L'ennemi du réactionnaire, au siège du Conseil économique, lui adressa le dernier adieu du régime.

La réaction n'a pas besoin de se l'accaparer. Il était l'émancipation grise de celle-ci. Membre du Bureau International du Travail, représentant des travailleurs de ce pays, il en avait reçu l'agrément d'un gouvernement précédent.

Ses intimes l'auraient de toutes les qualités, mais pour la classe ouvrière, Jouhaux fut toujours Jouhaux. Il en fut de même pour nous. Si ses débuts dans le mouvement ouvrier furent modestes comme ouvrier allumettier et responsable du syndicat de cette industrie, cette fausse modestie ne cachait-elle pas en puissance, un Jouhaux avide d'orgueil ?

Ne barrons pas d'un trait de plume son passage dans l'anarchie. Foncièrement individualiste, cette tendance prédominait à cette époque, elle ne pouvait que le conduire où il est allé. Elle lui ouvrait, comme elle ne peut le faire autrement, par son mépris inné de la masse, la voie de toutes les déviations,

Dien-Bien-Phu et le delta

Les combats de Dien-Bien-Phu prennent une tournure de plus en plus mauvaise pour le corps expéditionnaire. La mousson, qui est maintenant très proche, signifiera l'investissement complet du camp retranché en coupant totalement le pont aérien qui le ravitaillait. Par contre, Giap a pu accumuler des réserves suffisantes en hommes, provisions et matériel pour attendre confortablement son heure. D'ores et déjà, on peut affirmer que les colonialistes ont complètement perdu la bataille de Dien-Bien-Phu qui s'inscrit comme un des plus grands désastres de l'histoire coloniale des impérialismes.

Les critiques amères contre l'Etat-major français commencent à fuser et le général Navarre serait dès à présent relevé de ses fonctions de commandant en chef.

Il faut reconnaître que le colonia-

lisme vient de subir un échec retentissant car, pour la première fois depuis le début de la guerre d'Indochine, le Viet-Minh a prouvé qu'il était capable de livrer de grandes batailles, à l'échelle de dizaines de milliers d'hommes et de remporter la victoire.

D'autre part, le Delta tonkinois est à peu près complètement perdu. Le corps expéditionnaire ne tient plus que deux enclaves : Hanoi et Haiphong (port qui reçoit tous les approvisionnements pour le Tonkin) et cette voie est pratiquement coupée... Hanoi se trouve donc isolée à son tour.

Ces événements considérables doivent servir d'exemples et renforcer tous les peuples coloniaux dans leur volonté d'émancipation et dans leur foi en la victoire finale contre l'impérialisme.

La menace d'intervention

CEPENDANT, il est nécessaire de ne pas se laisser submerger par un optimisme trop grand, car les forces contre-révolutionnaires ne laisseront pas faire sans réagir. Les dirigeants de la Maison Blanche cherchent à entraîner l'opinion américaine vers une intervention directe en Indochine. Et, pour ce faire, n'importe quels mensonges sont bons. C'est ainsi que dernièrement un bureaucrate de Washington déclara que la participation d'éléments de l'armée chinoise était démontrée à Dien-

Bien-Phu, donc qu'il fallait immédiatement adresser un ultimatum à la Chine.

Or, nous apprenons que dans le même temps on recrute des civils aux U.S.A. pour piloter les avions en Indochine (l'impérialisme français manque d'équipages)!!

Il serait superflu d'ajouter quoi que ce soit à une telle mauvaise foi. n'importe quel prétexte est valable pour l'impérialisme agressif et une seule chose peut le faire reculer : la volonté ouvrière.

La Conférence de Genève

A Genève, les tractations continuent. Bientôt, une réunion avec participation de Bao Dai et du Viet-Minh va avoir lieu. Quels peuvent être les résultats ? Les impérialistes veulent couper l'Indochine en

deux secteurs d'influence, comme en Corée. Molotov et Chou En-Lai peuvent accepter cette solution contre des compensations sur l'armée européenne ou sur le pacte atlantique, par exemple.

Mais les travailleurs doivent être contre cette solution qui trahit la révolution indochinoise. Séparer l'Indochine en deux, c'est sacrifier le prolétariat indochinois en lutte dans le secteur de Bao Dai, c'est trahir la Révolution dans le secteur d'Ho-Chi-Minh, qui sera alors totalement soumise à la volonté du Kemlin et de Pékin.

LUTTE 3° FRONT révolutionnaire international

La seule solution reste comme avant : RETRAIT COMPLET DU CORPS EXPEDITIONNAIRE !

Mais le capitalisme semble décidé à faire tout pour conserver sa domination en Indochine, jusqu'à l'intervention des U.S.A.

Pour l'obliger à reculer, il est nécessaire de l'attaquer directement, dans ses fondements : le prolétariat du Vietnam ne peut le faire. Cette tâche revient aux travailleurs des pays capitalistes.

En luttant pour le retrait du corps expéditionnaire, TRAVAILLEURS, vous ne luttez PLUS SEULEMENT pour épauler la lutte du prolétariat indochinois vers sa libération, mais vous luttez aussi pour LA PAIX, car l'intervention des U.S.A. aggraverait considérablement les dangers de GUERRE MONDIALE.

EXIGEONS LE RETRAIT DU CORPS EXPEDITIONNAIRE!!

- pour la libération du peuple indochinois,
- pour la paix mondiale.

R. PHILIPPE.

EN MALAISIE

Terrorisme des occupants Guerre de classe du peuple

La tournure désastreuse qu'a prise la guerre d'Indochine pour les assaillants du peuple vietnamien, a relégué à l'arrière-plan, certaines luttes sanglantes qui se déroulent nuit et jour dans une Asie en pleines convulsions. Les guerres de « terrorisme et de contre-terrorisme », que ce soit

en Malaisie ou aux Philippines sont en général inconnues. Parfois un article dans les grands quotidiens d'informations, nous révèle qu'une patrouille anglaise a tué trois « bandits ».

La Malaisie péninsule de jungles et de montagnes, véritable usine britannique à dollars, est, proportionnellement à sa superficie, la contrée la plus riche du monde. Singapour (ville principale) en l'année chaque année dans le commerce deux produits essentiels pour la « sécurité » du monde « libre » (un million de tonnes de caoutchouc et plus de 40.000 tonnes d'étain) a permis de sauver la livre sterling. Peu importe si la lutte, qu'ils poursuivent, coûte aux Anglais plus de cinquante millions de francs par jour!

Les antagonistes : d'un côté les prolétaires révoltés (des autorités officielles anglaises les appellent « bandits ») aux environs de 10.000 hommes très mal armés. En face des forces de répression de plus de 200.000 soldats, policiers et auxiliaires divers! Parmi lesquels 30.000 soldats de l'armée régulière britannique, plusieurs centaines de Dayaks de Bornéo (peuplade par-

ticulièrement arriérée mais ayant la faculté de pouvoir déchiffrer les pistes dans la jungle). Les policiers possèdent un armement considérable (mitrailleuses, tanks, etc.).

La guerre de Malaisie, il n'y a pas de batailles mais rien qu'une suite ininterrompue de guérillas. Les révolutionnaires sortent de la jungle en de rapides raids contre les exploitations des colons. Pour répondre à ces guérillas, les troupes de répression sont immobilisées sur toute l'étendue du pays pour garder les plantations d'hévéas, les mines d'étain et mener la lutte contre-révolutionnaire.

Comme en Indochine les troupes colonialistes aux cours de leurs expéditions parlent le langage du meurtre (destructions des villages par le feu, exécutions, etc.). La raison pour laquelle la guerre dure depuis le milieu de 1948 s'explique aisément. Le prolétariat entier aide les révolutionnaires, chaque allée et venue des policiers leur est immédiatement communiquée. Devant ce soutien

Paul WETTIN.

(Suite page 4, col. 3.)

BIDAULT, CRIMINEL DE GUERRE ?

GEORGES BIDAULT, l'homme de la réaction, arrivait à Genève le 26 avril, a précisé ses deux principes d'une négociation sur la Paix en Indochine.

Il a déclaré notamment : « Nous avons entendu depuis des mois, un grand concert de paroles pacifiques, mais depuis des semaines, les accents en sont couverts par le tonnerre des canons de Dien-Bien-Phu. En dépit de cette brutalité accrue des forces de l'agression... »

Ainsi, avant même d'exposer son plan, Bidauld pose le problème de la guerre d'Indochine : d'une part des forces brutales et agressives et d'autre part notre bonne armée française, colonisatrice, porte-drapeau de la liberté... et on connaît le refrain...

Bidauld parle beaucoup de ces Etats Associés et des Alliés, il affirme qu'en accord avec eux-ci ils « recherchent avec obstination tous les moyens de mettre fin à une lutte qui impose aux populations de l'Indochine, les plus dures souffrances. »

Quels sont « tous les moyens » dont veut parler Bidauld ? Ne nous y trompons pas, Bidauld fait tout ce qu'il peut pour internationaliser la guerre d'Indochine. Devant la carence de l'armée française, après l'échec cuisant de Dien-Bien-Phu, il fera encore appel aux puissances alliées pour essayer de mettre fin à la révolte indochinoise. D'ailleurs, tout cela n'est pas fait pour nous étonner d'un homme comme Bidauld on peut s'attendre au pire.

Après tout, Bidauld ne fait jamais que défendre les hommes de son gang. Dans l'après-midi du 26 avril il lançait un appel au Vietminh pour qu'il autorise l'évacuation des blessés, après les déclarations du matin appelant à l'aide les « Alliés » on mesurera l'indécence d'une telle demande.

Et Bidauld parle du point de vue « strictement humanitaire ». Il implore le Vietminh de laisser évacuer les blessés, il reproche même à l'artillerie Vietminh d'être trop violente !... Cette fois c'en est trop, Bidauld frise la bouffonnerie et croit jouer aux soldats de plomb.

Ainsi Bidauld parle de forces agres-

sives et brutales et demande à ces « barbares » d'arrêter un peu.

Donc, deux déclarations : l'une faisant appel à l'internationalisation de la guerre, l'autre pacifiste, invoquant « la ville même de Genève, berceau du magnifique organisme qu'est la Croix Rouge Internationale ».

Bidauld très certainement visité par le Saint Seigneur a cru bon de jouer sur les deux tableaux.

Pour nous Bidauld sera toujours Bidauld, même après son appel indécent. Bidauld, c'est l'homme de la réaction, l'homme de la guerre !

Nous reprenons à notre compte sa déclaration : « Les négociations se règlent sur le terrain » Paix en Indochine ? oui, mais pas de négociation autour d'un tapis vert dont le prolétariat indochinois ferait encore les frais.

Pour que cesse le massacre en Indochine : retrait du corps expéditionnaire!

J. T.

Abonnez-vous !



52 n°s : 1.000 fr. — 26 n°s : 500 fr.
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76

Vous lirez en page 3 :

UNE RÉVOLUTION MÉCONNUE
LA COMMUNE HONGROISE
21 mars - 7 août 1919

Pour "Le Libertaire", pour le local, SOUSCRIVEZ !

Les crimes du colonialisme

POINT DE VUE SUR LA QUESTION MAROCAINE (V)

Le voyage du Glaoui

On serait tenté de le croire car, sur ces entrefaites, le Glaoui va se rendre à Londres pour y assister aux festivités du couronnement, prélude d'ailleurs à un long séjour en France (au cours duquel il s'est défendu d'avoir eu des contacts politiques) tandis que notre résident général s'en ira au pays natal pour y bénéficier d'un congé mérité.

Mais ce n'était qu'un entracte ou plutôt, le calme trompeur qui précède les tempêtes.

La marche des événements va se précipiter au retour du pacha au Maroc, fort sans doute des approbations recueillies au cours de son séjour dans la métropole. Manifestation bruyante d'attachement à sa personne organisée par ses fidèles complices à l'occasion de son débarquement à Casablanca où, plus serein et imperturbable que jamais, il esquissa à leur adresse le salut désormais classique du bras étendu avec les doigts en V.

La marche des tribus berbères

On en est arrivé en effet, avec la réédition du Plan Juin à sa phase terminale. C'est la marche renouvelée des tribus berbères armées sur Fes, Rabat et Marrakech ou l'état-major de la sédition se trouve rassemblé au grand complet dans le palais de son chef attentif à la proclamation de ses volontés.

Quel genre de conciliabule s'y tint-il ? On ne le saura sans doute officiellement jamais. Mais on peut conjecturer sans peine que la déposition du sultan régnant et l'intronisation du Glaoui à sa place conformément aux encouragements ou promesses imprudentes faites par nos derniers résidents généraux et certains politiciens étaient sur le point d'être proclamées lorsque, changement de décor, des scrupules ou plutôt craintes de dernière heure de notre part vinrent rompre cette belle ordon-

nance et tout remettre en question. Peut-être notre gouvernement fut-il effrayé au moment de voir franchir le Rubicon des conséquences dramatiques que pouvait entraîner, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, l'éviction du trône de la dynastie des Chérifs Alaouites descendants du Prophète au profit d'un féodal rebelle sans attaches sérieuses avec la majorité la plus représentative du Maroc, si ce n'est avec ses maîtres étrangers ou, plus simplement, le remplacement d'un souverain arabe par un berbère ce qui, compte tenu des conditions dans lesquelles s'était déroulée l'opération n'eut pas manqué d'être ressenti comme une injure directe, voire une provocation, par toute la collectivité arabo-musulmane et eut pu provoquer de sérieux remous ailleurs, en raison de l'imbri- cation de la situation internationale.

Il est d'ailleurs grand temps, plus que temps.

Dans la nuit du 16 au 17 avril des mesures exceptionnelles étaient prises à Casablanca. Des contingents « d'irréguliers » levés dans les tribus montagnardes, parmi les féroces du sud, venaient renforcer les services de police. Ainsi la politique de force s'accroît. Les dirigeants de Rabat ont peur des travailleurs marocains qui rejoignent en masse les groupes de résistance, ils dressent les hommes du Glaoui contre les prolétaires des villes.

Il semble que ces mesures ont renforcé le front de résistance marocain. Même la « Vigie Marocaine » est obligée d'avouer que les anticoloniaux forment maintenant « un mouvement de masse ». Le mot d'ordre « de boycott des produits français » lancé, il y a quelques semaines par les nationalistes, a parfaitement réussi.

Les lecteurs trouveront ici la suite de notre étude sur le Maroc.

M.M.

Voir le début de « Point de vue sur la question marocaine » dans les nos 384, 385, 387, 388 de notre journal.

On va voir successivement le général de Hauteville, Commandant la région de Marrakech, M. Boniface, Chef de la région de Casablanca et ami personnel du pacha, un délégué envoyé spécialement de Paris par notre Ministère des Affaires étrangères, M. Vimont, puis le général Guillaume, en personne, intervenir en troubles-fête, par des obligations véhémentes non dépourvues d'inflexions menaçantes. L'euphorie qui jusque-là avait régné dans le camp des conjurés allait faire place bientôt

à la surprise, à la déception et à la consternation pour s'exhaler enfin en menaces non moins graves de désaffection. C'est le moment que choisit le Glaoui pour faire au journal colonialiste de Casablanca, « Le Petit Marocain », des déclarations assez peu ambiguës et pleines de sous-entendus peu rassurants : « JE VEUX CROIRE QUE L'ON COMPRENDRA EN FRANCE LES LIMITES DE MA FIDELITE » et « JE SAUVERAI LE MAROC CONTRE LA FRANCE S'IL LE FAUT ».

Le Sultan part en exil

Ces prises de position assez peu amènes traduisent bien le dépit de l'orgueilleux vieillard à qui l'on a fait miroiter jusqu'au dernier moment la perspective de s'asseoir un jour sur le trône loquacement convoité et que l'on écarte soudainement au moment où il voit son rêve de tousjours sur le point de se réaliser. Mais cette mauvaise humeur finira bien vite par se calmer, apparemment du moins. Peut-être, en aura-t-il coûté au contribuable français quelques milliards qui s'en seront allés grossir la fortune déjà rondelette (dix-huit milliards de francs, dit-on) de l'ascendant et avisé pacha.

Quoi qu'il en soit, la montagne allait accoucher d'une souris. Après

la proclamation de la déchéance du sultan en tant que chef religieux pour non-conformisme aux prescriptions du Coran et son remplacement par son cousin Sidi Mohamed Ben Arafa à la dignité d'imam suprême de l'Islam au Maroc, mutation qui pouvait être considérée comme un simple surcroît car l'on voit mal un souverain chérifien privé des prérogatives religieuses exercer l'autorité politique alors que ces deux privilèges furent, de tous temps, inséparables, le sort en était pratiquement jeté.

Puis ce fut le point final, le coup de poing final plutôt, porté ou asséné par notre représentant lors de sa visite au Palais Impérial de Rabat. L'injonction, la sommation sans doute peu respectueuse, la mise en demeure ou l'ultime marché, si l'on préfère, mis en main : le général Guillaume mettant le souverain dans l'alternative d'accepter nos « réformes » pour conserver son trône ou d'abdiquer, de se soumettre ou de se démettre et, devant le digne refus opposé à cet ultimatum, le faisant embarquer sur-le-champ « manu militari » avec ses proches dans un avion tenu prêt d'avance pour cette éventualité, pour la Corse, pour l'exil.

Cette opération, ce coup de force glorieux, réédité à quelques variantes près, de celui perpétré en 1866 par le grand ancêtre Gallieni au détriment de la douce reine de Madagascar, Ranaivo III, témoigne, à la honte de ceux qui auraient tendance à le dé-

plorer, combien nos méthodes énergiques de domination outre-mer ont peu varié depuis la fin du siècle dernier.

Le champ était maintenant libre pour les conjurés. L'ancien monarque ayant été ainsi proprement « vidé »

du trône par nos soins, rien n'empêchait plus son successeur d'y prendre place en toute quiétude et en toute sérénité.

Une page venait d'être tournée à l'histoire du Maroc.

Le rôle du parti radical-socialiste

Notre vénérable parti radical-socialiste, le parti des présidents, cette association mouvante, fluctuante de parvenus, de combinards, d'affairistes d'arrivistes et pour cela de nageurs en eaux troubles par excellence. Ce parti capitaliste qui n'ose s'avouer et profite habilement pour entretenir l'équivoque de sa position centrale sur l'échiquier politique comme charnière entre la droite à laquelle il se rattache ataviquement et prodigue un appui calculé et la gauche qu'il flatte démagogiquement et manœuvre avec plus ou moins habileté et de succès afin de l'utiliser pour la réalisation de ses fins ou plutôt, de ses faims ambitieuses ; ce groupement, se posant officiellement en arbitre et en conciliateur mais dans la coulisse diviseur pour régner n'a, en réalité, qu'un seul objectif : LE POUVOIR, dont il a conservé une incoercible fringale depuis ses splendeurs passées et bien défuntes du temps de la République Troisième en titre. Notre brillant parti radical-socialiste, dis-je, s'est réjoui bruyamment par l'organe de sa presse et de ses plus hauts dignitaires, de la solution heureuse et raisonnable apportée, à son sens, au différend franco-marocain.

Faisant chorus, la Section Marocaine dudit parti n'a pas ménagé ses vibrantes félicitations et remerciements sans aucun doute de reconnaissance pour son appui et l'action déterminante menée par les ministres radicaux au sein du gouvernement pour amener ce dénouement... radical...

Cela s'explique aisément si l'on veut bien jeter un coup d'œil sur la liste des personnalités établies en terre marocaine qui l'honorent de leur attachement. A tout seigneur, tout honneur. En tête, nous trouvons, M. Marcel Peyrou, ex-ministre de

Pétain et gendre de l'ancien ministre radical Malvy, illustration déjà de la collaboration en 1914-1918. Il dirige à Casablanca, en plus d'affaires considérables, le quotidien droitier « Maroc-Matin ». Le banquier Pierre Mas est également directeur du quotidien matutinal bien pensant « Le Petit Marocain ». M. Emile Eyraud, vétéranine avantagusement fourvoyé dans le journalisme et la politique dirige le quotidien du soir « La Vigie Marocaine », réplique casablancaise de « La Dépêche du Midi ». Il est le grand ami et le collègue au Conseil du Gouvernement de M. Louis Dumat, ancien député de Paris et sous-fifre avant guerre du colonel de La Rocque.

(A suivre.)

F.C.L. 2° REGION F.C.L.

JEUDI 27 MAI 1954
à 14 heures précises

au siège de la F.C.L.
79, rue Saint-Denis, Paris-1^{er}
(métro : Châtelet - Halles)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
réservée à tous les militants
sur présentation de leur carte

ORDRE DU JOUR

LA VIE
ORGANISATIONNELLE
DE LA 2° REGION
ET LA PROPAGANDE

Rapporteur :
DEUX MEMBRES DU C.R.

LA GESTION
DU « LIBERTAIRE »
Rapporteur : Robert JOULIN

Présence de la F.C.L.

NOS MEETINGS

FRONT POPULAIRE ou FRONT OUVRIER

Tournée : Georges FONTENIS

LYON

Jeudi 15 avril, notre camarade Georges Fontenis est venu à Lyon traiter le sujet : Front populaire ou Front ouvrier. La date trop rapprochée des fêtes de Pâques, le silence de la presse locale qui n'inséra aucun de nos communiqués, firent que l'auditoire était peu nombreux. Mais on peut dire qu'il était de qualité puisque l'on pouvait remarquer des représentants de la C.N.T., du mouvement anarchiste espagnol, italien, de l'Abondance, des Gauches indépendantes, du mouvement nord-africain, etc., sans oublier le « trotskyste » de Lyon.

Fontenis traita son sujet avec sa maestria ordinaire. Après une analyse très fouillée des causes de la dégénérescence de la bourgeoisie et de l'agonie du capitalisme traditionnel, il passa aux solutions possibles.

La première, c'est la trêve : le fascisme avec son complément inévitable, la guerre.

La deuxième, qui n'en est pas une car elle ne résoudre rien, c'est la solution bâtarde du Front populaire, c'est-à-dire l'alliance d'une partie de la bourgeoisie avec les partis qui prétendent représenter la classe ouvrière. Reste enfin la solution que nous préconisons : un véritable front ouvrier de lutte qui peut conduire à la révolution sociale et au communisme-libertaire, dont Fontenis esquissa les formes. Il développe le programme de la F.C.L. et termine en ayant visiblement l'assentiment de tout l'auditoire.

A la contradiction, des camarades posent des questions de détail auxquelles Fontenis répond successivement. L'intervention la plus importante fut celle d'un camarade nord-africain sur le problème colonial. Fontenis répondit en précisant la position de soutien critique des peuples coloniaux adoptée par notre organisation et le camarade algérien se déclara complètement d'accord avec l'orateur.

Bonne réunion de propagande qui a prouvé à nos détracteurs que la Fédération Communiste Libertaire représentait bien l'anarchisme révolutionnaire également éloigné de l'individualisme impuissant ou de l'humanisme petit bourgeois et des sectes survivantes du bolchevisme.

Des souscriptions pour notre « Lib. » furent enregistrées. Vente de librairie satisfaisante.

Les discussions fraternelles à l'issue de la réunion se prolongèrent, preuve de l'intérêt que la F.C.L. et ses positions revêtent pour ceux qui suivent notre action et nos progrès.

LE SECRÉTAIRE DES GROUPES
DE LYON
M. LAVOREL

MONTPELLIER

Une salle dont l'attention ne faiblait pas un seul instant tant au cours de l'allocution du président de séance, le

camarade Féraud, de l'Ecole Emancipée, membre de la C.E. de la Fédération de l'Education Nationale qu'au cours de l'exposé de Fontenis qui fit applaudir le programme de la F.C.L. et sa confiance inébranlable dans les capacités d'action de la classe ouvrière. Notons la présence de nombreux camarades espagnols, également de camarades de l'Enseignement. Malgré nos appels, aucune contradiction ne se manifesta.

PERPIGNAN

Un public ardent de 300 personnes était venu écouter le porte-parole de la F.C.L. Des adversaires politiques étaient présents, aucun ne répondit à l'offre de contradiction.

A l'issue de la réunion, de nombreux auditeurs entourèrent l'orateur pour demander des précisions ou apporter leur

appui à la F.C.L. et s'empressèrent autour de la librairie. Excellente réunion, attentive, sérieuse, qui aura permis à nos camarades de Perpignan de voir venir à eux de nouvelles énergies.

NARBONNE

La salle du cinéma Caméo accueillit un public nombreux, enthousiaste, qui applaudit l'analyse et le programme de la F.C.L. présentés par Fontenis. Des camarades de localités voisines étaient venus en groupes (notamment de Cour-san et St-Pierre-des-Champs) montrant ainsi leur adhésion fervente à notre combat communiste libertaire. Là encore, les adversaires, présents, préférèrent ne pas répondre à notre offre de contradiction.

LEZIGNAN

Le public fut remarquablement nombreux pour une petite ville de cette importance : Fontenis put obtenir l'unanimité des présents (et toutes les nuances de l'opinion ouvrière étaient représentées) sur les vues et le programme de la F.C.L., aussi bien en ce qui concerne les problèmes immédiats (chômage, crise agricole) qu'en ce qui concerne les grandes questions de la Révolution sociale et de la construction du véritable communisme. Une question posée par un auditeur permit à l'orateur de préciser encore certains points de son exposé. Aucune contradiction ne se manifesta.

TOULOUSE

Une bonne partie de nos affiches ayant été recouvertes, c'est devant un public moins nombreux que Fontenis fit son exposé. A l'issue de la réunion, une conversation amicale réunissant un certain nombre d'auditeurs autour de nos camarades et au moins sur le fond et sur la qualité des éléments contactés, la réunion fut-elle très positive.

Le secrétaire régional
L. ESTEVE.

En résumé, une tournée de propagande qui sera d'un grand retentissement et qui portera ses fruits. Partout où nous sommes passés, la F.C.L. a posé de solides assises. Aux groupes locaux, maintenant, de s'appuyer sur l'intérêt soulevé et les sympathies acquises.

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à
tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du

COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr., franco, 75 fr.
C.C.P. Robert Joulin Paris 5561-76

RADIO EMISSION SANS MICRO

CHACQUE année, le printemps revient avec ses promesses de fleurs. La terre des hommes danse inaperçue dans le scintillement des étoiles. Pour se faire remarquer, elle se pare de sa robe de bal des quatre saisons. Petite fille bête et féroce qui crève d'envie d'être aimée, elle ne se rend pas compte du ridicule de son accoutrement. Coquette maladroite, elle se mire dans nos yeux, miroir qui lui renvoie son image brisée en quelques traits de bouffonnerie.

Chaque année, le printemps nous invite au doux larnier qui rend encore plus tristes les faces blafardes des voyageurs de la première mare de mé-tro. Prendre le métro à cinq heures trente du matin, cela en représente des départs dans la vie des jours perdus.

Chaque année, nous nous disons : le printemps peut bien ripoliner de vert la nature, je ne me laisserai pas prendre à si peu de chose. Mais il suffit de

quelques pépiements d'oiseaux sur des branches à peine bourgeonneuses, au hasard de la rue d'un dimanche après-midi qui crie printemps sans crier gare pour que nous goutions même à la saveur des espoirs les plus incertains.

Le printemps n'arrive que péniblement à farder les rides de l'automne. C'est encore trop pour les prêtres de la tristesse promenant jusque dans les jardins d'enfants, jusque devant les bancs d'amoureux leur ennuyeuse robe d'ombre.

Le printemps voudrait sourire. Nous avons tous tant envie d'être heureux. Les prêtres de la tristesse sont là. Il ne nous faut pas oublier la grande loi du sang. Résignez-vous, mes frères. Nous vous rappellerons la douleur et la beauté des contrastes. Egoisons l'agneau pascal et rassemblons-nous autour du sacrifice. Vous n'allez pas vous imaginer que vous serez heureux à si peu de compte.

Pour ce printemps-ci, on égorge l'agneau pascal à Dien-Bien-Phu. Jeunesse qui meurt à Dien-Bien-Phu ! Jeunesse qui meurt et rend notre survie si fatigante, fatigante. Après vingt ans la vie ne serait donc plus qu'une corvée d'adaptation ?

En ce printemps, la jeunesse meurt à Dien-Bien-Phu et les vieux, les vieux cyniques se font des courtoisies ici et là sur la planète.

Printemps, jeunesse. Cavalier et cavalier d'un bal qui ne dansent si souvent ensemble qu'à l'occasion d'un hasard malheureux.

En ce printemps, la jeunesse meurt à Dien-Bien-Phu. La jeunesse abat ses cartes qui ont si peu servi. Ce sont des vieux qui jouent, des vieux bien nourris, des vieux joueurs de tripiots de Paris, New-York, Londres, Moscou, Pékin, de vieux paquets de chair faisan-dée frôlant leur couenne à la belle chair des filles que la nature avait promises aux jeunes qui meurent à Dien-Bien-Phu.

En ce printemps les pâquerettes se multiplient dans le jardin des enfants pauvres morts de froid l'hiver dernier. Les pâquerettes peuvent bien se multiplier dans le jardin des enfants pauvres. Tant de femmes pauvres les cueilleront pour offrir à leurs enfants morts.

Quand la terre se refroidira, sans doute les printemps auront disparu. Les hommes se retrouveront alors terminant leur aventure sans issue. Ils n'auront rien compris au printemps.

Le printemps ne nous offre pas un espoir de durée mais nous propose un style de vie.

Quand il n'y aura plus de printemps, la Terre, astre mort errant dans l'espace, offrira l'aspect ridicule d'une petite vieille momifiée qui aurait vécu pour rien.

Tant de joie, de jeunesse, d'espoir se seront ternis sur cette terre.

Le printemps ? Alors les hommes, malgré leur aventure prodigieuse, n'auraient su chanter la chanson du printemps, gaiement, fraternellement, courageusement ? Quelle dérision !

La jeunesse meurt à Dien-Bien-Phu et les vieux ne savent que faire de la perte de tous ces printemps.

A. CHANCELLE.

NOS SOUSCRIPTIONS EXCEPTIONNELLES

1.000 francs

Charrier

Jeanne C.

M. Robert

Ceschia

Erminelli

Dumas

Rivoire

Rivière

Thibault

Palart

Alzo

Duprati

500 francs

Bardot

Dubois

Marcel Pont

J. Tranier

Labbé

Henri Favier

Toiava

M. François

G. H.

J. Tanforti

O. Tanforti

500 francs

Genaudet

Jean et Simone

Malla

Réveillac

R. Lefèvre

G. Masson

Roland

Hubert

Camille D.

Le Guillou

Total de cette liste

25.000 francs..

POUR LE LOCAL

Liste parue dans le n° 387

23.000 francs

Francs

Michel Granier

10.000

R. B'zet

5.000

Fanot

3.000

Miret

2.000

Rodriguez

1.000

Pavodi

1.000

Jean Mélier

1.000

André Dubois

1.000

Francs

Henri Berge

500

Mohamed

500

Hirschel

500

Maneau

500

Salland

500

Sa'laud

500

Van Peters

500

Total des souscriptions du mois d'avril

50.000 francs

HISTOIRE ET DOCTRINE

LA COMMUNE HONGROISE

21 Mars 1919

7 Août 1919

Une révolution méconnue

La Commune Hongroise de 1919, la moins étudiée et la moins connue sans doute, est, bien avant la Révolution de 1936 en Espagne, celle qui mérite plus que tout autre l'attention des communistes libertaires. En effet, elle se déroula dans un pays où les conditions matérielles aussi bien que les conditions psychologiques se trouvaient réalisées au maximum pour que nos principes et notre programme se trouvent vérifiés. D'autre part, l'attitude élitiste de nos camarades hongrois fut, au cours de cette révolution, remarquable par sa cohérence et son efficacité. C'est d'ailleurs tout à l'honneur de notre mouvement d'avoir été le seul à donner de la Commune Hongroise un tableau critique dans une brochure aujourd'hui quasi introuvable (« La Commune Hongroise et les Anarchistes » — Dauphin Meunier-1926).

Lorsque se produit, en 1917, la première Révolution, la « Révolution des Chrysanthèmes », qui remplace la Monarchie par la République bourgeoise, la Hongrie est divisée en une classe très réduite de quelques milliers de gros capitalistes industriels et fonciers et une classe prolétarienne citadine et rurale qui comprend tout le reste de la population. La petite bourgeoisie est extrêmement réduite, la petite propriété très limitée et le nombre des petits patrons en régression rapide. Les difficultés militaires de la fin de la première guerre mondiale vont provoquer une transformation radicale. L'agitation antimilitariste, les mutineries — rappelés ici le rôle des nôtres et en particulier du camarade Otto Corvin — les manifestations ouvrières paysannes débordent rapidement le gouvernement républicain bourgeois de Karolyi et la Révolution sociale se substitue à l'impuissance des bourgeois radicaux. Dans la nuit du 21 mars 1919, la foule arrache des prisons les révolutionnaires arrêtés, les Conseils d'entreprises se réunissent et proclament « La Dictature du Proletariat ».

Entendons-nous bien : ce que les travailleurs hongrois appellent ainsi de cette expression équivoque n'a rien de commun avec la Dictature d'une minorité ou d'un parti, elle n'est pas autre chose que l'affirmation du pouvoir matériel réel et direct de l'énorme majorité du peuple s'emparant des moyens de production : d'échange et c'est Bela Kun lui-même qui l'a définie comme « la simple prise en main par le peuple des instruments de production ». L'appareil du régime reposa sur la coordination des Conseils Economiques et non sur le pouvoir d'une minorité politique. Les organes de la Révolution furent les Comités et Conseils de paysans, d'ouvriers et de soldats nommant leurs délégués avec mandat impératif au « Congrès » chargé d'administrer l'ensemble de la République. Rien de commun donc avec la conception et les réalisations des bolchéviques en Russie, quelles que soient par ailleurs les conditions matérielles différentes de la Russie et de la Hongrie.

Non seulement la production industrielle et la répartition des objets de consommation furent socialisées, remises aux mains des Conseils, des Communes et des Coopératives, mais dans ce pays fortement agricole, les terres au lieu d'être partagées selon ce qui fut fait en Russie (ce qui aboutit à la création d'une nouvelle classe de propriétaires puis donna lieu plus tard à la collectivisation forcée) furent collectivisées, chaque commune possédant un syndicat de production agricole administré par un ingénieur agronome assisté et contrôlé par le Conseil d'Exploitation élu par les paysans. La production agricole augmenta malgré les opérations militaires (il en fut de même dans les régions collectivisées de l'Espagne libertaire en 1936) et les milices paysannes furent les plus fidèles soutiens de la Révolution hongroise jusque dans les derniers combats.

Sans doute, tout ne fut pas parfait, et nous pouvons relever les difficultés rencontrées dans les usines pour maintenir le taux de la productivité, ou pour empêcher les secteurs agricoles de s'isoler et de retourner à l'économie familiale. Mais, au moins, pouvons-nous tirer leçon de ces difficultés et rappeler que les communistes libertaires proposent des solutions : organisation du travail par équipes, substituant la discipline et le contrôle des travailleurs eux-mêmes au sein de l'équipe au joug du contremaître ou du chef de section. Une telle discipline, maintenant le niveau de la production, eût permis de réaliser l'équipement agricole et eût pallié ainsi à la plus grosse difficulté qui assaillit

la Commune Hongroise : le manque de coordination entre les campagnes et les villes.

On ne comprendrait rien à l'orientation libertaire de la Commune Hongroise, à son opposition au capitalisme d'Etat et à l'instauration d'une petite propriété paysanne préconisée par Lénine, à sa fidélité au pouvoir des Conseils ouvriers et paysans en opposition aux rouages politiques d'Etat, si on s'en tenait à l'examen des conditions matérielles de la Révolution. Il faut savoir aussi que soldats, paysans et ouvriers furent largement influencés par les idées communistes libertaires et que le Parti communiste hongrois fut alors animé d'un extraordinaire esprit libertaire. Les méthodes et son programme différaient totalement de ceux du Parti bolchévique russe, et à partir de décembre 1918 tous nos camarades libertaires étaient entrés dans le Parti communiste, après avoir eu leur propre organisation « L'Union des Socialistes Révolutionnaires ». Par la suite, une minorité s'organisa à part en une « Union Anarchiste » qui refusa de participer aux conseils, mais la plupart des nôtres assumèrent les plus hautes responsabilités dans la Commune hongroise. Citons Corvin, Csizmadia, Szamuely qui fut commissaire à la répression des manœuvres contre-révolutionnaires ; Lukacs qui eut un rôle de premier plan à l'Instruction publique.

Eugène Varga, commissaire aux Finances, qui devait par la suite devenir un économiste officiel du bolchévisme, travailla alors en pleine coopération avec nos camarades des syndicats, en particulier dans son effort pour ruiner les systèmes de monnaie permettant la spéculation. Varga défendait alors une conception du matérialisme historique plus proche de la nôtre (tenant compte des moteurs idéologiques) que de celle des « marxistes » officiels.

Dans de telles conditions, la Commune hongroise peut être, autant que la Révolution spartakiste allemande, que la République des Conseils de Bavière, que la Commune de Cronstadt et que l'Ukraine libertaire de Makhno, considérée comme l'avant-garde de la Révolution qui éclata aux quatre coins de l'Europe à partir de 1917. Il a suffi que sur un point fondamental l'esprit politique, étatiste, l'emporte sur le courant libertaire pour que l'immense espoir de la Commune hongroise soit ruiné et que tous les autres secteurs révolutionnaires se trouvent isolés et vaincus un à un.

Alors de la Hongrie révolutionnaire pouvait en avril joindre la Russie par le Bukovine et la haute-Bessarabie et soulever l'Autriche, en rejoignant la République des Conseils de Bavière, proclamée le 8 avril, et dans laquelle nos camarades Landauer et Mücham eurent un rôle de premier plan, alors que pouvait se constituer un groupe compact des pays communistes du Danube. Bela Kun refusa de « violer les frontières » des Etats bourgeois où les populations n'attendaient pour se soulever que l'avance des milices hongroises. Le Président du Conseil autrichien

Seitz le reconnut lui-même. Bela Kun s'opposa à la volonté des miliciens eux-mêmes, réclamant l'offensive. Il se perdit dans les négociations avec le général Smuts, délégué de l'Afrique du Sud à la Conférence de la Paix. Le 2 mai, les Conseils de Bavière étaient vaincus. Les Roumains envahirent la Hongrie, appuyés par le corps français de Franchet d'Espèrey.

L'armée rouge hongroise, formée essentiellement des milices syndicales, repousse les envahisseurs, des régiments adverses se soulèvent, la Slovaquie proclame les Soviets. Et, le 17 juin, alors que, malgré les fautes capitales de l'apprenti-diplomate Bela Kun, les milices révolutionnaires avançaient victorieusement, elles doivent s'arrêter sur l'ordre formel du même Bela Kun qui, s'entendant dans son respect pour les frontières bourgeoises, accepte, à la demande de Clemenceau, d'évacuer les territoires occupés. Pendant ce temps, la République des Conseils de Slovaquie est renversée, les Roumains reprennent l'offensive, aidés par les Blancs de Horthy. Budapest est occupée, la Terreur Blanche se donne libre cours, pendant que Bela Kun prend le train pour Vienne. Tortures, mutilations, fusillades, déportations se succèdent. Les Français de Franchet d'Espèrey se distinguent particulièrement et plus de 600 miliciens hongrois sont déportés au Maroc et en Algérie ; d'autres, traités à Salonique, sont dirigés en 1920 sur la Guyane.

Parmi les nombreux enseignements qui peuvent être tirés de la Commune hongroise deux constatations s'éclairent d'un jour particulièrement vif. D'une part, quelles que soient les conditions objectives favorables, l'idéologie et la qualité des directions révolutionnaires pèsent d'un poids très lourd. Aux hésitations, aux singeries diplomatiques, au manque de confiance dans les masses, aux manies bureaucratiques qui caractérisent la courant étatiste, qu'il soit social-démocrate ou bolchévique, s'opposent l'élan et l'audace des masses. D'où la nécessité d'une avant-garde communiste libertaire, solide, constituée, exprimant vraiment les aspirations profondes de ces masses révolutionnaires, leur ouvrant la voie, débordant l'influence des partisans de la révolution par le sommet.

D'autre part, la nécessité pour les communistes libertaires de rompre, comme le fit la grande majorité des camarades hongrois, avec une conception abstentionniste, stérile, verbale, de l'anarchisme, et de participer aux responsabilités révolutionnaires sans rien abdiquer de leurs principes et de leur programme, tout au contraire, en luttant activement pour qu'ils s'insèrent dans la réalité pour qu'ils soient confrontés avec les difficultés pratiques. Le communisme libertaire ne peut être une idéologie artificielle à garder jalousement, dans l'attente de conditions de réalisation parfaite et facile qui ne se produiront jamais. S'il n'était une doctrine vivante qui puisse s'affronter pratiquement les pires difficultés de la Révolution, il ne serait rien.

FONTENIS.

Le mouvement révolutionnaire hongrois

L'ASPECT ÉCONOMIQUE DE LA HONGRIE DE 1914

La Hongrie présentait l'aspect d'un ensemble industriel et foncier, concentré entre les mains d'une minorité capitaliste. Le tiers de la terre arable était aux mains de quelque trois mille propriétaires, et employant des journaliers agricoles, des domestiques de fermes pour travailler leurs terres ; les travailleurs agricoles représentaient 40 % de la population active, pourcentage auquel il faut ajouter un embryon de petits propriétaires, 12 %, obligés eux-mêmes — en raison de l'insuffisance de leurs revenus — de louer leurs bras aux seigneurs ruraux.

Une concentration industrielle (minoteries, sucreries, brasseries, textiles, mines de lignite) avait

créé un prolétariat puissant dans les grands centres (Budapest, Szeged, Kerkemet). Des nationalités diverses, opprimées (Roumains, Serbes...), ajoutaient à cette Hongrie de 1914-17, une note plus lourde de menaces : la marmite bouillonnait...

Capitalistes et gouvernement de haute bourgeoisie bien qu'ayant développé les moyens de production avaient été incapables de concéder au peuple hongrois, les droits restreints de la démocratie bourgeoise. Liée à l'Autriche la minorité exploitée ne visait qu'à s'arracher aux liens de vassalité, à conserver ses prérogatives féodales dans le cadre de l'expansion bourgeoise. Telle se présentait la situation en 1917.

HISTORIQUE DE LA COMMUNE

Octobre-novembre 1917

A l'annonce de l'armistice avec la Turquie, 400.000 personnes défilèrent dans les rues en chantant la « Marseillaise des Travailleurs » ; camions chargés de soldats et recouverts de chrysanthèmes ; enthousiasme général, la foule désarme les gendarmes.

Conseils paysans, soldats et ouvriers à Keckenet. Abdication du roi. Le 16 novembre, Michel Karolyi, député libéral bourgeois, du parti de l'indépendance est porté au pouvoir et nommé président de la République populaire magyare. Applique son programme : suffrage universel, vente des terres, réductions des bénéfices dans l'industrie.

Les paysans pauvres passeront outre et prirent la terre sans verser de redevances, s'entraînaient (coopératives agricoles). Le chaos économique, l'instauration de la petite propriété paysanne — conséquence au passage des terres — crée une agitation grandissante. Rationnement du sucre dans la Hongrie ordinairement exportatrice. Difficultés de ravitaillement. La situation catastrophique incite Karolyi à recourir aux taxes fiscales et à un impôt progressif sur les fortunes, pour colmater l'état financier désastreux ; par là-même Karolyi aliène les classes moyennes qui se rapprochent des travailleurs.

Le parti Communiste hongrois, très actif, de tendance libertaire, manifeste dès lors sa pleine présence dans la lutte, l'agitation générale et par son programme : — Communalisation des biens de consommation et de production. Suppression des ravages politiques ; formation de conseils ouvriers, paysans et soldats.

Incitent les paysans à ne pas tenir compte des décisions gouvernementales. — Recommande de ne plus payer les loyers et d'exproprier les habitations.

1917 à Budapest et à Pola

Révolte de soldats, sous l'impulsion des anarchistes Otto Corvin.

Lukacs, Duchuska. Répression du mouvement.

1918 à Pecs

Le 6^e régiment d'infanterie de Goldéck refuse de partir au front.

Novembre 1918

Lindner ministre, socialiste indépendant, à la guerre, doit démissionner et est remplacé par le conservateur Bartha ; celui-ci interdit la constitution de soviets de soldats, et veut rétablir la discipline — bornée de l'armée bourgeoise. Les troupes à Budapest se soulèvent et exigent sa destitution.

Décembre 1918

L'armée franco-roumaine viole l'armistice, franchit la frontière. Karolyi cède à l'Entente ; désarmement des troupes hongroises ; les régions occupées sont soumises à un régime en règle par les troupes alliées.

Mars 1919

Création et amputation d'une zone neutre de 200 kms en territoire hongrois. Démission du cabinet. Le 18 mars, les ouvriers de l'usine Weisz Manfred — près de Budapest — qui s'étaient emparés de leur fabrique depuis novembre 1918, adhèrent au nombre de 20.000, au parti Communiste. Ils décident, en outre, de pénétrer en armes, le 23 mars, à Budapest, de révolutionner la ville et de chasser le gouvernement. Karolyi démissionne le 20 mars.

Avril 1919

Election des offices, comités, conseils ruraux et urbains. Les conseils de districts et de département nomment leurs délégués, avec mandat, au Congrès national des Conseils, élu le 7 avril.

Depuis décembre 1918, les anarchistes hongrois étaient entrés au parti Communiste, fondé en grande partie sur leur initiative, celle du révolutionnaire Bela Kun, et du « Cercle Galilée », de Budapest. Leur influence se révélait

bien avant la Commune, aussi dès l'instauration du nouvel ordre social, de nombreux postes de responsabilités échurent à nos camarades : commissaires du peuple, délégués de conseils, etc... L'efficacité des anarchistes se manifesta dans tous les domaines, et sur le plan agraire et financier en particulier.

8 avril 1919

Proclamation des Soviets de Bavière ; agitation à Vienne. Les milices hongroises pouvaient gagner Vienne ; Munich était alors à portée de main. Bela Kun préfère parlementer... avec les capitalistes !

2 mai 1919

Munich tombe aux mains des réactionnaires ; la garde bavaroise est écrasée. Chute des Conseils de Bavière.

5 mai 1919

L'Armée ouvrière s'ébranle et avance rapidement, libère la haute Hongrie, le 14 pénètre en Slovaquie. Les Hongrois, soutenus par les milices slovaques, n'avaient plus qu'à marcher sur Krennica, poursuivre...

Juin à août 1919

Le 17, sur ordre de Kun, l'Armée révolutionnaire dut stopper : dans la nuit du 7 juin, Clemenceau, par un radiotélégramme, invita les délégués hongrois à participer à la Conférence de la Paix, moyennant la cessation des hostilités contre les Tchèques et les Roumains. Kun accepta. Le 10, Clemenceau enjoignit de nouveau aux Magyars d'évacuer les territoires tchèques et slovaques dans un délai de 4 jours à partir du 14 juin. Les négociations traînèrent... Le 19 juin, au Congrès des Conseils, Kun affirma dogmatiquement : « Nous allons conclure une paix dont la durée ne sera guère plus longue que celle de Brest-Litovsk. Nous négocierons avec les impérialistes. Pourtant ce n'est pas à nous, mais au prolétariat de Bohême de détruire les clauses de ce pacte (!) Nous ne devons sans aucun prétexte nous immiscer dans les affaires intérieures de nos voisins, fût-ce pour améliorer notre condition (!) »

Kun s'entêta dans cette stupidité honteuse qui équivalait au sabotage de la Révolution. Le 24 juin, les Tchèques suspendent les hostilités à la condition que les Hongrois repassent la frontière slovaque. Kun opta pour la République soviétique de Slovaquie fut renversée le 29 juin et les principaux commissaires du peuple pendus. Les Tchèques reprirent l'offensive.

Conjointement, les milices rouges, contaminées, trahies en leur sein par des éléments petit-bourgeois, lasses de vaincre pour reculer délibérément et d'avantage le lendemain, ayant perdu toute confiance dans certains leaders (tel Kun), se disloquèrent. Le 7 août Budapest tombait aux mains des troupes alliées et des réactionnaires. Bela Kun s'enfuit. Seuls les paysans poursuivirent la lutte, tandis que dans les villes la terreur blanche s'abattait sur les travailleurs. Le vol des camps de concentration, des fusillades, des emprisonnements, enlèvement, comme un lincoln, la Commune hongroise...

Les événements de juin 1953 dans le bloc oriental ont montré que la Hongrie des travailleurs était toujours solidaire des prolétaires du monde entier. Presque méconnue, la Révolution hongroise de 1919 vit dans le cœur des révolutionnaires ; saisons nous en inspirer et en éviter les faiblesses.

DANIEL GUERIN

AU SERVICE DES COLONISÉS

750 francs Franco : 795 fr.

OU VA LE PEUPLE AMÉRICAIN

TOME 1 : 480 fr. Franco : 525 fr.

TOME 2 : 690 fr. Franco : 735 fr.

YVES GIBEAU

LES GROS SOUS

480 francs Franco : 525 fr.

ALLONS Z'ENFANTS

620 francs Franco : 665 fr.

Le gérant : Robert JOULIN.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-20.

CHRISTIAN.

LA CRINOLINE, LA GUILLOTINE ET HENRI MONNIER

LE THEATRE

On ne reviendra jamais assez sur la singulière force salvatrice de l'humour, salvatrice et explosive tout à la fois. A noter en passant que ce n'est pas le moindre mérite du surréalisme que d'avoir su rendre à ce joyau tout son diabolique éclat, l'adjectif « diabolique » n'effrayait évidemment que les imbéciles.

Henri Monnier vécut à l'époque Louis-Philippe et, de 1830 à 1877, exerça surtout sa verve de dessinateur-écrivain contre les gros ventres et les parapluies de la classe dite moyenne de nos jours, sans oublier toutefois et à l'occasion les défauts du peuple, en toute équité. La plus belle pièce au tableau de chasse de Monnier est évidemment ce Joseph Prudhomme, type accompli du crétinisme petit-bourgeois, fier d'être crétin, petit et bourgeois. Son personnage s'exprime avec une logique de Président du Conseil (1) et déclare : « Ce sabre est le plus beau jour de ma vie » placidement. Comme on le voit, Monnier utilisant la bêtise pour matière, la matière première ne lui manquait pas !

Après un très long et très injuste oubli, Monnier revient enfin sur la scène des théâtres. Qui ne se souvient, il y a quelques années, de son magistral « Entièrement » mis en scène par Barasac à l'« Atelier » ? Cette pochade, au comique funèbre, agitait de noirs personnages aux redingotes et hauts de

formes dignes d'un Daumier ou d'un Gavarni. Aujourd'hui, notre joyeux luron vient faire ses piroquettes sur la scène du vieil petit théâtre de la « Gaité Montparnasse » en cette même salle où se jouèrent tant de succès comme « Liliom », « La Parade », etc. Il s'agit en l'occurrence d'une suite de petits sketches, reliés entre eux par une musique aigrelette et charmante de Jean Wiener (cela dit, quand Wiener pose sur les photos du studio Harcourt ou autres, avec une casquette démocratique, ses sympathies stalinienne, le « prolo » qu'il est nous fait un peu marrer, mais passons). Ces sketches nous peignent alertement la vie parisienne sous le règne du bon roi Louis n° 18 et leur réunion forme le très agréable spectacle appelé « Crinolines et Guillotine ».

Le rideau miteux et notre sympathique théâtre une fois levé, on se trouve, après une présentation en forme de barnum, dans la loge d'une concierge où se réunissent les commères du quartier, pour faire la lecture (sic). En fait de lecture, les petits papotages, les médisances vont leur train pendant que Mame Madou, la portière, commente la politique en réchauffant son fricot. Si nous ajoutons que, comme du temps de l'auteur, les mégères ci-dessus sont jouées par des hommes, on aura une première idée de la drôlerie du spectacle. La franchise et saine satire de Monnier se colore souvent par ailleurs de mélancolie, voire de drame avec cette autre historiette, par exemple, où la pauvre périphrétique ramène en sa triste chambre un client

silencieux et farouche. C'est elle qui fera seule la conversation, et quelle conversation ! Plus loin, le délicat dialogue du grand-père et de son petit-fils rend un son étrangement poignant sous l'apparente gaieté de la saynète. N'ayons garde d'omettre le tableau montrant, au matin d'une exécution, la foule où se côtoient fraternellement belles madames et poissardes dans le même amour malsain d'un spectacle de choix : la coupe des têtes par mademoiselle Guillotine. Pour ça aussi, on louait ses places, et ce théâtre spécial n'était pas le moins apprécié. Gardons enfin pour la bonne bouche un des meilleurs tableaux, à notre avis, celui où la femme d'un condamné à mort vient rendre la suprême visite à son homme. En fait de tendre réconfort, notre bonne femme songe uniquement à récupérer les frusques du prisonnier, en brave mère de famille qu'elle est : « Donne moi ça pantalon, mon bibi, ça fra eût belle ch' mise pour le petit, et pis vaut mieux que ça soye nous qu'on est de ta famille qu'en profitant, pas vrai ? ». Alors qu'il attendait de douces paroles, ou des victuilles, le malheureux bonhomme se retrouve pressé à poil pendant que sa moitié s'esquive avec ses souliers et avec soulagement de ce lieu humide ! Tout le dialogue est d'une naïveté crâutée, à l'égal de la phrase citée plus avant et est exécuté avec intelligence, par Christine Tsingos, intelligente « metteuse » en scène du spectacle.

Pour rester sur le plan de l'interprétation, nous avons bien aimé l'expressive Arlette Merry ainsi que l'étrange Ray-

mond Struber, au visage en lame de couteau, ou de guillotine puisqu'on y est. Jouent également Léo Campion, meneur de jeu, dont la bonhomie un peu forcée ne nous a pas spécialement enthousiasmés, et enfin deux compères dont nous voulions déjà parler depuis un bout de temps : les nommés Grégoire et Amédée. Nous avions, en effet, remarqué ces loustics à la radio, dans leur courte émission de 19 h., et leur humour farfelu nous plut à l'instant. On les retrouve maintenant sous les traits de commères inénarrables. Le petit Grégoire en mimant timide et geignarde, le sieur Amédée en concierge imposante car, en effet, ce comédien ressemble à un de Gaulle (pour la taille, vieux frère, pour la taille), coiffé d'un bonnet tuyauté, vous voyez ça d'ici ? Bref, deux gars dont on reparlera dans les spectacles de succès de la capitale. Encore un mot de félicitation au reste de la troupe pour son entrain et sa cocasserie, tous sont très bien. Signalons, pour terminer, que celui qui va au théâtre pour chercher uniquement de beaux costumes, de magnifiques décors, de l'apparat, sera déçu par « Crinolines et Guillotine », le spectacle étant extrêmement sobre à tous points de vue, comme chaque œuvre de goût qui se respecte. Espérons que le maximum de camarades et amis iront rendre hommage à l'œuvre d'un homme d'esprit, dont la fine ironie pourrait aussi bien s'appliquer à maints de nos contemporains et rend ainsi terriblement réelle la présence d'Henri Monnier, celui qui fut notre ami.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et

LES LUTTES OUVRIÈRES

LES SALAIRES A LA REMORQUE DES PRIX

Justification de la guerre sociale

Le climat de paix sociale réclamé par le gouvernement et le patronat est abusif. Ces derniers, aidés dans leur tâche de dénigrement, par tous les partis politiques dits ouvriers, contre l'avant-garde du prolétariat qui dénonce sans relâche l'exploitation éhontée du régime que subissent les travailleurs.

Notre lutte quotidienne contre ces forces de régression sociale est grandement facilitée par ceux-là mêmes qui nous combattent, tant leurs attitudes, leurs paroles, leurs actes sont en contradiction flagrante avec ce qu'ils croient représenter.

Quel est l'ouvrier honnête, sensé, qui peut trouver une approche du socialisme véritable dans les actions, écrits, discours des leaders de la S.F.I.O. ?

Quel est l'ouvrier consciencieux,

révolutionnaire qui peut trouver une ébauche communiste réelle dans toutes les machiavéliques exhortations des chefs du P.C.F. ? Nul doute, à cet instant, qu'une seule organisation sociale et révolutionnaire, la F.C.L., soit le point de mire des tenants du pouvoir et de la cohorte des traîtres à la Révolution sociale.

Nous nous sommes procurés, dans le journal *Les Echos*, du 16-4-54, une documentation sur la hausse des prix comparés aux salaires et celle-ci nous donne les véritables raisons pourquoi nous ne signons de pacte de paix sociale ni avec le régime, ni avec aucun gouvernement, ni avec aucun parti politique dont les aspirations prédominantes sont l'accession au pouvoir, même pour le P.C.F., dans le cadre du régime capitaliste (dixit 1945).

CE QUI A AUGMENTÉ MOINS DE VINGT FOIS DEPUIS 1937

Livre sterling	M3 d'eau à Paris	Franc suisse	Dollar
8	9	13	14
Or	Electricité (1 ^{re} tranche)	Salaires	
14	15	17	

CE QUI A AUGMENTÉ DE VINGT A TRENTE FOIS

Lait	Oufs	Ciment Portland	Pain blanc (le kilo)
21	22	22	23
Pommes de terre			Charbon
Vin ordinaire		Gaz m3	Beurre
25		28	30

CE QUI A AUGMENTÉ DE PLUS DE TRENTE FOIS

Gruyère savon	Electricité	Beefsteak (province)	Jute	Plomb
33	33	34	36	37
Chocolat	Zinc	Papier journal	Café	Laine peignée
40	41	42	50	52
Parquet pin	Essence tourisme	Fontes de moulage		
53	60	62		

L'étude de cette statistique nous renseigne suffisamment. Nous y découvrons facilement que, seuls, deux produits utilitaires (eau et électricité, 1^{re} tranche) sont inférieurs au coefficient des salaires. Mais, prenons les 11 produits alimentaires de première nécessité et la moyenne de leurs coefficients s'établit à 30 par défaut.

Si nous prenons la totalité des données de cette statistique, le coefficient général se trouve toujours à 30, attendu que nous aurions pu déduire les coefficients de la livre sterling, du franc suisse, du dollar et de l'or, qui ne rentrent pas en ligne de compte dans le salaire ouvrier, mais alors ce coefficient réel se situerait à 33.

En résumé, les prix sont au coefficient 33 et les salaires à 17. Ces derniers se trouvent presque à mi-chemin des prix.

Et l'on voudrait que la classe ouvrière soit bien sage, qu'aucune perturbation ne vienne troubler la sacro-sainte productivité, que la grande embrassade patronat et prolétariat, sous le couvert de l'association capital-travail, se réalise. Notre haine, à nous ouvriers, car il ne peut y avoir contre vous que cela, tant votre mépris du travailleur est immense, ne cessera que le jour où tous ceux, qui vivent matériellement et moralement de la misère des ouvriers, auront disparu de ce monde.

La paix sociale, claquonnée par les tuteurs et les profiteurs capitalistes et politiques, elle n'est pas de ce régime.

Face à vous, Face à vos préparatifs de guerre, Face à votre opulence, Face à la dictature que vous désirez instaurer, vous trouverez toujours devant vous un climat de guerre sociale, un climat révolutionnaire, vous trouverez toujours

devant vous une classe ouvrière consciente de ses droits, et tous les militants de la F.C.L. avec elle pour le grand combat libérateur.

Pas de paix sociale en régime capitaliste. MAIS GUERRE SOCIALE.

LIB.

La fermeture des Mines de la TÊT (Pyrénées-Orientales)

Socialistes et Communistes au secours des exploités

Le 14 avril la presse annonça que les mines de fer de la Têt étaient à la veille de licencier tout leur personnel. Prétexte : la fermeture des débouchés.

Déjà les quelques 7 à 800 ouvriers de ces mines sont en congé depuis début avril ; c'était l'indication de la proche fermeture.

Celle-ci démontre s'il en est besoin, la faillite totale des bonzes syndicaux de la C.G.T. 85 % des syndiqués) et de F.O. (15 %). Pendant trois mois, ces bonzes syndicaux se sont agités ; ils ont tenu des réunions, mais surtout ils ont fait appel aux parlementaires et aux conseillers généraux ; une délégation est allée à Paris voir le ministre. Résultat : néant. Les ouvriers sont sur le pavé avec des secours dérisoires, quand il y en a.

Il ne pouvait en être autrement. Car les bonzes syndicaux C.G.T. et F.O. ont recommencé le coup de la mine d'or de Salsigne (Aude). Quand celle-ci a fermé, les dirigeants du syndicat C.G.T. (comme ceux de F.O.) ont eu comme idée de demander au gouvernement de subventionner les propriétaires de la mine. Or, celle-ci a rapporté des sommes fabuleuses aux capitalistes. Pourquoi n'a-t-on pas orienté la colère des mineurs et de la population contre ces vampires ? Le ministre a pu répondre : « quand il y avait des bénéfices, les directeurs de la mine ne demandaient pas à les partager avec l'Etat. Pourquoi vous envenimez-ils aujourd'hui nous demander de couvrir leur déficit ? »

Les mineurs de Salsigne sont sur le pavé et y restent. Voilà le résultat de la collaboration de classe et de l'appel à l'Etat capitaliste sauveur. Il en sera de même pour les mineurs de la Têt s'ils laissent faire leurs bonzes syndicaux. Ceux-ci ont convoqué une grande réunion à Prades (P.-O.), le 30 janvier, les secrétaires des syndicats C.G.T. et F.O. ont eu l'idée de demander aux députés et conseillers généraux leurs solutions, au lieu de convoquer devant les ouvriers les députés et de leur dire : « voilà ce que nous voulons, qu'avez-vous à répondre ? »

Résultat : chacun des deux députés a fait sa propagande : Conte, socialiste, a demandé l'aide financière de l'Etat et proposa d'envoyer une délégation à la Communauté Charbon-acier. Tourné, communiste, a lui aussi demandé au gouvernement de

verser une subvention aux capitalistes des mines de la Têt (qui ont investi un milliard dans la construction de leur haut fourneau de Chasse (Isère). Il a longuement dénoncé le plan Marshall, la Communauté charbon-acier, etc., pour arriver à demander que le minerai de fer des P.-O. soit vendu à la Chine ! Comme si celle-ci n'avait pas des gisements

énormes et comme si le transport ne coûtait rien ! En somme les deux politiciens, Conte socialiste et Tourné communiste, demandaient que les mineurs et les ouvriers comme contribuables couvrent le déficit des propriétaires des mines de la Têt qui les exploitent.

Cependant ces deux messieurs ne pouvaient ignorer la réalité.

Le fin mot de l'affaire

La réalité est celle-ci. Les mines de fer des Pyrénées-Orientales sont exploitées presque entièrement par deux groupes capitalistes.

La « Société des mines de la Têt » (Sahorre et Escaro-Sud) la plus importante des P.-O. est actuellement étouffée par la société colosse Denain-Anzin (trust Sidelor). Celle-ci a organisé le blocus des débouchés de la société rivale pour l'étouffer et racheter à bas prix ses gisements. La preuve, c'est que les mines de Fillols et d'Escaro-Nord, appartenant à Denain-Anzin font des heures supplémentaires et que Denain-Anzin passe des commandes à la petite mine de

Batère et autres (toujours dans les P.-O.). Cela, Conte et Tourné le savent bien et malgré tout ils réclament à l'Etat des subventions en essayant de cacher la vérité : bataille de chiens capitalistes. Les bonzes syndicaux le savent bien aussi, y compris ceux de la Fédération des mineurs C.G.T., mais ils se taisent (collaboration de classe). C'est ainsi que la grande réunion de Prades a été présidée... par un notaire, le conseiller général Bobo ! Et cela en présence du secrétaire de l'U.D. C.G.T., un nommé Terrat, permanent syndical et bureaucrate parfait depuis 1926 !

Pour en sortir

Le résultat c'est que les mineurs sont sur le pavé ; ils souffrent mais de ce mal peut sortir du bien, à une condition : c'est que les mineurs compren-

nent que c'est eux-mêmes qui doivent régler leurs propres affaires en appelant tous les ouvriers à les aider (ce que n'a pas voulu faire l'U.D.C.)

Un scandale : La maison de convalescence de Chars

La Sécurité Sociale doit-elle servir à financer les organismes religieux

La maison de convalescence de Chars, agréée par la Sécurité sociale, est une bien curieuse institution. On se garde bien de signaler aux malades qu'on y envoie que le « château » est gouverné par les protestants. Les jeunes filles et jeunes femmes sont pratiquement contraintes d'assister chaque soir au « culte » et de subir la prière avant chaque repas. Celles qui s'y refusent

sont évidemment repérées, surveillées, le règlement leur est appliqué avec la dernière rigueur. Le mouchardage est de règle. Un exemple : quelques pensionnaires se retrouvent dans un dortoir pour parler quelques instants : rappel à l'ordre le lendemain avec menace de fermer les dortoirs à clé, alors que les bonnes petites bigotes peuvent se retrouver sans difficulté. Mieux, du matin au soir, la maison résonne de cantiques, y compris dans les dortoirs, dès 7 h. du matin, en violation flagrante du règlement qui prévoit le repos jusqu'à 10 heures. Et n'oublions pas que la maison accueille des convalescentes ayant besoin de repos, de calme, d'une atmosphère détendue. Par contre, la radio est suspecte. Le gendarme de la maison, « Mme Pierre », et la directrice, « sœur Dora », proscrivent les chansons modernes « immorales ». La radio doit donner en sourdine, mais les cantiques à pleine voix.

Les réflexions vexantes ne sont pas épargnées aux non-pratiquantes. Les sorties sont surveillées sans ménagement, le courrier à l'arrivée également. On ne sort de table qu'au signal de la sœur directrice. Il est à remarquer que l'atmosphère de bigoterie (n'ayant rien à envier à celle des maisons catholiques) produit une variété particulière d'êtres humains, vieilles filles desséchées, dures et intraitables, qui ne sont absolument pas à leur place auprès des malades. A l'une des convalescentes, dont l'état exigeait un lit en décline, il fut répondu : « Vous n'avez qu'à éviter les bêtises, vous ne seriez pas malade, vous nous compliquez l'existence ». Une autre malade, atteinte d'une crise de foie due sans doute à « l'excellence » de la nourriture, fut laissée sans soins toute une nuit — on lui servit seulement une demi-tasse de tisane sans sucre — et ce sont ses compagnes qui durent l'assister.

Mais le plus surprenant encore dans cette étrange maison, c'est la gestion : que ce soit l'incapacité de l'économie ou fusion des fonds versés par la S.S. avec les versements de pensionnaires libres et les versements réduits de « camarades » de religion, toujours est-il que les menus qui conviendraient à peine à une pension de famille de second ordre sont absolument inacceptables pour des convalescentes très affaiblies. Ainsi, point de hors-d'œuvre, mais soupe à chaque repas, midi et soir, rarement des fruits et de qualité inférieure, viande insuffisante, poisson de basse qualité obligatoire le vendredi. Pas de vin. Pratique d'obligation d'acheter des suppléments de nourriture. Pour les régimes, une seule chose : pommes à l'eau, et pour les « difficiles » qui ne peuvent supporter par exemple une tranche de foie racornie, un œuf, nous disons bien un œuf, et non les deux œufs que sert le plus mauvais restaurant. Pas de variété : jambon/pommes de terre plusieurs jours de suite. Les malades ne reçoivent de sucre que le matin ; pour le goûter ou la tisane, elles doivent fournir leur sucre. Le beurre manque parfois — on prétexte le retard d'approvisionnement ! Le pain lui-même est rationné. Ajoutons toutefois qu'un jeune officier de l'Armée du Salut a eu la faveur de casser-croûte avec jambon le soir avant le coucher, les autres pensionnaires devant se contenter du pain qui leur fera défaut le lendemain matin.

Précisons aussi que les jours de fêtes religieuses (Pâques, par exemple) et le dimanche « jour du Seigneur », les repas sont au contraire excessifs : rien de perdu, les restes servent.

Nous posons la question aux services compétents de la S.S. : les versements des salariés sont-ils destinés à entretenir les maisons de repos religieuses ? Un contrôle efficace, autre que celui du médecin local, ne peut-il être exercé avec précision, autrement qu'en se fiant aux déclarations d'une majorité de pensionnaires bigotes, tremblant devant les « sœurs » ?

G. DOUBLE.

VICTOIRE DES TRAVAILLEURS chez Monet-Goyon

Il y a des mois que nous dénonçons les primes à la production. Par ce moyen, le patronat qui considère l'ouvrier comme une machine à travail, pense exploiter son besoin d'une paye décente en lui imposant du travail aux pièces et des heures supplémentaires.

La première revendication de la classe ouvrière doit être la suppression de cet encouragement à la production qui favorise l'enrichissement abusif du patronat, l'éclosion d'une hiérarchie destinée à diviser les ouvriers d'un même atelier, d'une même entreprise, d'un même bureau et provoque, d'autre part, une masse plus grande de chômeurs qui, jetés sur le marché du travail, peut amener à une diminution des salaires, la demande se trouvant supérieure à l'offre d'emploi.

C'est ce qu'on compris les ouvriers de l'atelier de montage des moteurs de l'usine Monet-Goyon en refusant d'augmenter les cadences et en exigeant une augmentation uniforme de 10 francs horaire. Une grève de 48 heures a suffi pour leur apporter une victoire totale.

René DESPARES (Correspondant).

REVUE DE LA PRESSE OUVRIERE

L'hebdomadaire *Monde Ouvrier* du 30 avril, tente-t-il de brosser un historique du 1^{er} mai ou de calomnier le courant de la classe ouvrière que nous représentons.

Le 1^{er} mai 1886, à Chicago, les patrons brandirent ce mot d'anarchie pour écraser le mouvement ; tout partisan de la journée de 8 heures devint ennemi de la patrie, un traître, un anarchiste.

Ces rats d'anarchistes !
« Anarchistes tinrent réunion : quartier sordide... Quelques maisons plus loin : commissariat, police.

1^{er} mai 1917 à Moscou :

« ...Un groupe, assez peu important d'ailleurs, d'ouvriers et de soldats ; la délégation anarchiste avec son drapeau noir et le résumé de sa doctrine : « A bas l'autorité ! » (Un « Ambassadeur »).

Hola, *Monde Ouvrier*, ne cite pas des extraits « choisis », et, franches canailles, n'oubliez pas que les anarchistes de Chicago sont tombés en martyrs de la cause ouvrière.

Force Ouvrière, l'hebdomadaire de la C.G.T.-F.O., est donc toujours aussi crasseux ?

« Mais nous nous refusons et nous nous refusons à faire le jeu des régimes autoritaires et des dictatures en pratiquant l'unité d'action avec ceux », etc., etc.

Comment les travailleurs pourraient-ils assimiler, M. Neumeyer, le capitalisme d'Etat stalinien et l'unité avec les militants cégétistes dans la grève de 24 heures ou dans les luttes quotidiennes des exploités contre les exploités ? Comment confondre camp de déportation de Sibérie et lutte d'émancipation du peuple colonisé, surexploité, d'Indochine ?

Et toi, Bothereau, toujours plus ventripotent, ça va finir par te jouer un sale tour ; la jaunisse prolongée. On murmure que vous craignez la colère montante des travailleurs ; alors c'est vrai, puisque « le champ d'action syndical doit être élargi au delà des réclamations visant le minimum garanti ».

Tas pas tort, bureau confédéral F.O. ; faudrait te mettre à la page : les ouvriers vont demander des comptes. Fichtre de vous !

Le *Peuple*, organe de la C.G.T., semble porter allègrement le poids des grèves tournantes et isolées, l'absence sur la scène de combat, au mois d'août 1953, alors que la classe ouvrière française (4 millions et demi de grévistes) portait des coups terribles à l'Etat et aux capitalistes français. F.O. et C.F.T.C. ont, certes, trahi délibérément la classe ouvrière, en traitant avec le patronat. Sur le point d'aboutir dans une revendication pour laquelle la C.G.T. s'est-elle abstenue du mot d'ordre :

En Malaisie

(Suite de la première page)

en nature et en hommes, les Anglais ont trouvé une solution extraordinaire : le « resettlement », c'est-à-dire enfermer dans des camps de « réadaptations », derrière des barbelés une bonne partie du prolétariat, c'est-à-dire 500.000 personnes ! Dans ces camps, véritable assemblage de taudis (cabanes en planches) où des mitrailleuses sont en positions dans toutes les allées, déjà 250.000 « locataires » sont emmenagés (c'est la plus vaste rafle du monde actuel) à l'intérieur du pays dans les bungalows (qui sont entourés de réseaux de fils de fer barbelés et de tranchées occupées par des policiers), les colons vivent dans une atmosphère de crainte. Ils sortent en auto-blindés, toujours armés, de peur de recevoir le châtiement qu'ils méritent...

Le prolétariat malais depuis de longues années lutte héroïquement contre les « rois » du caoutchouc et de l'étain qui gagnent leurs fortunes sur le dos des mineurs et des sappers (ouvriers travaillant dans les plantations) rien ne pourra enrayer la révolution, même pas les mesures de « sécurité ». La guerre de Malaisie n'est pas l'œuvre d'une bande de bandits c'est la lutte du prolétariat vers sa libération !

Prochain numéro
du
libertaire
le
20 MAI 1954

AMI LECTEUR !

Deviens correspondant du «LIB»

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU « LIB ».

P.-S. — Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.